

Communication:

Pour une investigation rigoureuse des actions du 27-M
Non a l'impunité policière

Les actions passées le 27 de Mai pendant la déloge de la Place Catalunya commotionnèrent une grande part de la société. La réponse des autorités politiques catalanes devant une des plus grandes expressions de proteste contre les injustices sociales qui sont devenues dans les dernières années, comme le mouvement 15-M; a été, le démantèlement du «camping» de la Place Catalunya de manière extrêmement violente.

La réponse a été de milliers de personnes qui sont arrivées a La Place en face d'une intervention policière illégitime qui atteinte au droit de réunion et de manifestation. La réaction policière, que tout le monde a pu voir sur la même place, par les moyens de communication ou les réseaux sociaux, a généré un refus massif. Beaucoup de personnes avaient été agressées, d'autres ont vécu situations vexatoires, beaucoup d'autres ont resté enfermés dans la place pendant des heures. L'exercice de la violence ne fut absolument pas proportionnelle.

Un groupe de 56 personnes avaient interposé une demande le dernier 13 d'Octobre contre cette intervention policière, pour pouvoir réaliser une investigation judiciaire et que la situation vécue ne restât pas impunie. La demande fut acceptée et un procès a commencé dans le tribunal n° 4 de Barcelone. Mais le dernier 1er mars, le juge a décidé de finaliser la phase d'instruction sans la réalisation d'une véritable investigation pour ces actions tellement graves.

Devant l'archivage des actions nous voulons manifester que:

- Les démarches des preuves sollicitées par l'accusation n'ont pas été réalisés.
- Les personnes qui ont interposé la demande n'ont pas été citées a déclarer
- Beaucoup de preuves apportées n'ont pas été prises en compte
- Les démarches pour identifier les responsables des agressions et des vexations n'ont pas été réalisées, ainsi comme n'ont pas été tenus en compte l'identification déjà faite des policiers responsables des graves situations.

L'archivage des actions suppose la consolidation de l'impunité des «Mossos d'Esquadra».

La demande du 27 Mai ne représente seulement pas la demande contre ces graves actions, mais cherche aussi à lutter contre l'abus policier.

C'est pour cette décision que les collectives, organisations et associations sous-signes:

- Repoussons l'archivage du processus pénal pour les actions de le 27 de Mai.
- Considérons que la décision judiciaire protège l'impunité policière.
- Comprenons qu'il est nécessaire de rouvrir le processus pénal et une investigation rigoureuse.
- Exigeons la dimission du «Conseller d'Interior Felip Puig» et du Directeur Général de la Police, Manel Prat, ainsi que de tous les agents responsables de l'intervention policière du 27 Mai.

Pour tous les points exposés nous appuyons la décision de continuer avec la demande collective qui veut finaliser avec l'impunité de l'abus policier dans les événements comme ceux du dernier 27 Mai à Barcelona, ou celles des manifestations d'étudiants a Valence.

Si vous voulez adhérer à le communication envoie une mail, avant le 7 Mars a :
som27m@gmail.com

ou: <http://som27m.wordpress.com/signatures/>

Aussi, nous voulons montrer notre désaccord pour la décision judiciaire avec une concentration le prochain 7 Mars a les 19,30h a la Place Catalunya.